



**Journal des anthropologues**  
Association française des anthropologues

156-157 | 2019  
Dettes de sexe ?

---

## Vivre sa vie intime dans les foyers de SDF

*Living One's Private Life in a Homeless Shelter*

Patrick Bruneteaux et Christophe Blanchard

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/8132>

DOI : 10.4000/jda.8132

ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2019

Pagination : 105-125

ISSN : 1156-0428

### Référence électronique

Patrick Bruneteaux et Christophe Blanchard, « Vivre sa vie intime dans les foyers de SDF », *Journal des anthropologues* [En ligne], 156-157 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 07 janvier 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/8132> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.8132>

---

## VIVRE SA VIE INTIME DANS LES FOYERS DE SDF

Christophe BLANCHARD\* – Patrick BRUNETEAUX\*\*

Tandis que les médias et les acteurs caritatifs reprennent, hiver après hiver, leur plainte compassionnelle sur les morts à la rue, la vie dans les foyers d'urgence est toujours passée sous silence. Le discours républicain autour de la solidarité, la popularité toujours vivace de l'Abbé Pierre, les procédures assistancielles existantes semblent museler toute analyse sur les modes de fonctionnement des foyers d'urgence. Or, non seulement des pratiques coercitives sont nettement identifiables mais, bien plus, des atteintes aux droits fondamentaux des personnes y ont cours. Notamment en matière d'intimité et de sexualité. La vie privée est bien sûr difficile dans des foyers collectifs. À cela s'ajoute des pratiques actives d'interdits que les équipes sociales mettent en place sans que l'État n'ait imposé une quelconque réglementation en matière d'accès aux centres. Les familles (parents des hébergés) comme les couples (conjoints) sont interdits d'accès. Les enfants ne peuvent pas venir voir leurs parents, sauf dans les foyers maternels qui, par principe, sont des lieux réservés aux mères. Mais ces mères avec enfants n'ont pas le droit de

---

\* Laboratoire EXPERICE – Université Paris 13.  
Courriel : chblanchard29@gmail.com

\*\* Centre Européen de Sociologie et de Science Politique – Université Paris 1  
Courriel : pbx@univ-paris1.fr

faire entrer un homme ou une femme. La délégation par l'État de cette « mission » aux associations caritatives ou aux collectivités locales est interprétée dans le sens le plus restrictif possible. Aucune loi n'interdit à un homme seul de pouvoir accueillir sa partenaire sexuelle, qu'il soit marié ou non. Pourtant, pratiquement, aucune organisation n'applique ce droit élémentaire de la vie privée. Les règlements intérieurs édictent des normes répressives sans que, d'ailleurs, les pouvoirs publics ne jettent un œil sur ces mesures discrétionnaires. Ces normes procèdent d'un alignement sur la morale commune (en Europe comme aux USA (Liebow, 1993 ; Lyon-Callo, 2000) : parce qu'il n'a pas de logement propre, il n'a pas droit à une vie privée propre. Seul(e)s quelques directeurs/directrices de structures, sans trop en parler à leur hiérarchie, mettent en place artisanalement un droit de passage. Dans cet univers où dominent les usages répressifs<sup>1</sup>, comment les SDF peuvent-ils encore avoir une vie affective, voire une sexualité ? Comment comprendre ce hiatus entre le droit commun si soucieux des droits de l'homme et le traitement des SDF hébergés en foyer ? Que reste-t-il de la vie « privée » dans des structures d'hébergement d'urgence où la part du « public » est prédominante, depuis le contrat de séjour jusqu'au règlement en passant par la promiscuité au quotidien ? Comment comprendre que des gens en couple, de ce fait éloignés de l'archétype du mauvais pauvre isolé « ne voulant pas travailler », étant « assisté » ou « alcoolique », interpellant ainsi une norme de droit commun, puissent ne pas pouvoir être satisfaits ? Quels échanges intimes demeurent dans ces structures ?

Durant deux ans, nous avons mené une enquête d'ordre ethnographique pour la Caisse nationale des affaires sociales

---

<sup>1</sup> Les asiles de nuits, créés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, associant État, municipalités et associations caritatives, font passer les vagabonds condamnés à l'enfermement au statut de « sans-abri » momentanément hébergés pour quelques nuits. La plupart des grandes villes de France se couvrent de tels centres. Les élus républicains, localement ou nationalement, valident ces refuges reconnus d'utilité publique (quand ils sont financés par des œuvres philanthropiques) pour ceux qui n'ont pas de travail (Katz, 2015).

(CNAF), au sein de structures d'accueil d'urgence à travers la France<sup>2</sup> afin de déterminer avec les professionnels et les résidents les limites d'un système souvent perçu comme normatif et maltraitant pour la plupart des acteurs « maltraitants » eux-mêmes. Cette enquête nous a amené à nous interroger sur la façon dont la notion d'intimité était appréhendée par les personnes accompagnées au sein des CHU et des CHRS gérés par de grandes associations spécialisées et des collectivités territoriales sur Paris et la Région parisienne, Reims, Lyon et Bordeaux. En nous rendant dans des établissements publics et privés, nous avons eu la possibilité de rencontrer des femmes et des hommes, jeunes et vieux, dans le cadre d'interactions régulières (2016 à 2018)<sup>3</sup>. Après avoir présenté les contraintes structurelles affectant la vie privée des résidents des foyers d'urgence, nous nous attacherons à montrer comment le cycle de réciprocité affective est perturbé par les logiques mêmes de l'urgence ; pour finir nous mettrons en valeur les langages cachés de l'attachement à l'autre.

### **Le déni de vie privée au sein des foyers : la segmentation**

La « mise à l'abri », principe essentiel de l'hébergement d'urgence temporaire et gratuit, inscrit dans tous les textes publics et

---

<sup>2</sup> Notamment des Centres d'hébergement d'urgence (CHU) et des Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) gérés par de grandes associations spécialisées.

<sup>3</sup> Trois foyers ont été particulièrement investis ethnographiquement, deux à Paris, le dernier à Reims. Dans tous, des liens durables se sont noués avec une vingtaine de personnes dans ces trois structures. Deux relevant du secteur caritatif, ont le statut de CHU ; l'autre, un centre mixte couplant des places CHRS et des places urgences avec le 115, est rattaché à une collectivité territoriale. Les trois accueillent des hommes et des femmes. Une dizaine d'autres établissements ont été visités uniquement sous la forme de journées de déplacement où nous rencontrions d'abord l'équipe sociale, ensuite quelques résidents au terme de plusieurs passages pour nous faire connaître. Plus d'une centaine de personnes (hommes et femmes) a été rencontré durant cette enquête.

défendu ardemment par les dirigeants de la « cohésion sociale » (DASS/DRIHL<sup>4</sup>), est transcrit en quelque sorte sous la forme d'une gestion répressive du corps à maintenir dans ses fonctions vitales minimales : dormir, manger, se laver. Jamais, aucune institution représentative de ces associations (FAS, UNIOPS) n'a interrogé ce qui ne fait jamais débat : la sexualité, l'intimité, le droit de se mettre en couple, l'envie de fonder une famille. Cette individualisation de l'effort a pour corollaire d'interdire le regroupement des familles : « les postulants doivent se séparer de leur famille. La question de l'intimité – et notamment de la sexualité – se trouve ainsi évacuée par les administrateurs »<sup>5</sup>. Du même coup, les élites publiques et privées associent le régime de redressement des centres d'hébergement d'urgence avec l'impossibilité de toute assise personnelle. L'invention même de la catégorie « urgence » est associée à une mise en précarité du sujet qui doit s'en sortir dans les plus brefs délais. L'individu est dissocié de lui-même comme être social sexué. Il n'est plus un sujet social, il devient un corps<sup>6</sup>, il n'est plus une personne disposant de droits, droit d'aller et venir (enfermement jusqu'au matin), droit de disposer d'un logement propre (ici quelques nuits après sélection à l'entrée des plus déferents), droit de vivre sa vie affective en allant vers l'autre (dortoirs, interdiction de la mixité, interdiction de toute relation sexuelle). Ce dispositif était encore en vigueur au début des années 2000. Les foyers d'urgence, héritiers de centaines d'années de prise en charge des errants et vagabonds, sont avant tout des lieux réservés aux adultes. L'interdiction d'accueillir des enfants est scrupuleusement respectée

---

<sup>4</sup> Des entretiens ont été réalisés depuis 1995 auprès des directeurs de l'Urgence sur Paris. Un des chargés de mission de la Direction générale de la cohésion sociale lance une formule lapidaire : « Une personne hébergée n'est pas vraiment chez elle et la notion d'hébergement renverra toujours à un cadre de vie minimal ». (Noblet, 2014 : 11-20).

<sup>5</sup> (Katz, *op. cit.* : 40).

<sup>6</sup> Tandis que le corps des classes moyennes est tout au contraire subjectivisé, un corps pour soi, dans tous les compartiments de la vie sociale. (Bromberger *et al.*, 2005).

dans tous les établissements observés. Dès qu'une femme est enceinte, il y a toujours une information délivrée aux services de l'État – aujourd'hui le SIAO Service intégré d'accueil et d'orientation – et une orientation est envisagée, sans qu'il n'y ait jamais de compromis. Le couple est séparé, la mère étant orientée vers un foyer maternel. Le droit français repose sur une coupure forte entre les foyers maternels (plutôt des CHRS), l'ASE (placement des enfants en familles d'accueil), et les centres d'urgence, majoritairement destinés aux hommes seuls. Certains foyers pour femmes relèvent de l'ASE parce que la problématique de la mère est liée à celle de l'enfant. D'autres, pour femmes ou pour mères, relèvent de l'Urgence sociale.

Cette négation du lien affectif et, partant, des possibilités de vivre une intimité choisie, constitue incontestablement une atteinte anthropologique forte dans la mesure où elle désaccorde le système relationnel global en usage dans notre société. Dans cette dislocation sociale programmée, l'individu en foyer d'urgence à qui est refusé une vie sexuelle, en couple ou en famille, ne peut plus rendre la dette relationnelle qui le lie à ses proches. En langage maussien (Mauss, 1985), le cycle du don c'est-à-dire la triple obligation de donner, recevoir et rendre pour assurer le lien social et la vie relationnelle est perturbée. Or, se retrouver dans une situation où l'on reçoit (ou l'on a reçu) sans pouvoir rendre, c'est être dans une situation où l'on ne peut pas donner à son tour, où la dette ne circule plus, où l'on est *exclu* du cycle du don. C'est être en situation d'« *a-liénation* ». Cette aliénation frappe le fondement même de l'être humain qui, comme l'écrit Jacques Godbout (2001), se construit dans la possibilité de « donner », le don définissant la relation et construisant l'identité de la personne dans un processus routinier. Dans ces foyers où le traitement est purement individuel, vertical, où les relations horizontales entre les résidents sont peu valorisées, voire interdites, les individus subissent la fracture permanente du cycle de l'intime. L'hypervigilantisme des travailleurs sociaux (l'homme dragueur est soupçonné d'être harceleur), les interdits relatifs aux codes ordinaires de la séduction (l'impossibilité de cuisiner interdit le cycle des invitations, l'impossibilité d'inviter dans sa

chambre une personne extérieure pousse à une clandestinité bricolée), les perturbations liées à la promiscuité et à la visibilité du collectif (jalousies, rumeurs, harcèlement, vie publique contrainte notamment lors des repas), perturbent les processus classiques de l'engagement affectif dans un espace/temps propre.

La situation de Ramdane illustre cette logique de segmentation au niveau le plus simple. Ancien comptable en Algérie, il achève sa carrière en France et, devenu français, touche sa retraite. Quand le propriétaire change le bail, il ne peut plus payer. La famille ne peut tout simplement pas demeurer regroupée quand l'expulsion arrive. À la rue, sa famille va être divisée, ses membres « répartis » entre différentes institutions. Le CHU pour l'homme, le foyer maternel avec les enfants mineurs pour la mère, la débrouille pour un fils qui préfère une cave au foyer. À la fracture sociale s'adjoint une fracture institutionnelle :

Bon, moi je me suis débrouillé parce que j'étais dans le XIX<sup>e</sup> donc je suis parti à la PSA Bastille. Et PSA Bastille (Permanence sociale d'accueil) s'est occupée convenablement de ma personne parce qu'en tant qu'homme, déjà j'étais à la Gare de Lyon, donc à l'extérieur, un SDF. Ma femme a pu trouver une copine qui travaille avec elle pour être hébergée avec la petite fille qui est mineure, elle a 15 ans. Mon fils s'est débrouillé, il a actuellement une cave, il habite dans une cave, sincèrement à ce jour. Et il en est malade, parce qu'il a pris vraiment un bon asthme, il en est très malade, il a une asthme terrible et il peut pas sortir pour aller...Et la seule qui a été reçue parce qu'elle avait un enfant, c'est l'autre fille divorcée, c'est mon ainée qui avait un enfant, donc elle, elle a été reçue par Emmaüs à Saint-Cloud. Et donc voilà, on s'est retrouvé donc tous séparés.

Avec l'écartèlement géographique du couple, Ramdane en vient à vivre en homme seul dans le foyer. Il n'a pas le droit de se rendre dans le foyer maternel de son épouse. Les liens se distendent. Il fait une rencontre dans son établissement et entretient désormais une relation avec une résidente. En disloquant la famille et en introduisant le manque sexuel, l'institution a favorisé une sexualité vagabonde. Il cache sa relation à ses enfants, et jongle avec sa partenaire pour la voir dans une chambre le plus discrètement possible.

### **La sexualité entravée, entre harcèlement et privation**

Dans le cadre de foyers qui séparent encore majoritairement les hommes et les femmes, du fait de chambrées interdisant l'intimité, avec, aussi, le refus fréquent qu'essuient les hommes lors de leurs avances, avec, enfin, les effets d'une longue exposition à la rue, la sexualité n'est pas de prime abord apparente. Les observations menées dans les foyers révèlent un principe général. Les femmes fuient majoritairement des relations avec les hommes des foyers. Soit elles évitent des hommes potentiellement violents, soit elles misent sur du « mieux ». Certaines cherchent à sortir avec les agents d'accueil, ou bien des hommes avec qui elles font connaissance sur des sites de rencontres. Sabine, ancienne salariée d'une mutuelle, prisonnière d'une dette de loyer HLM qui l'a privée de logement, a été hébergée après avoir vécu deux années dans sa voiture. Elle fut hospitalisée suite à un tabassage de son partenaire. L'assistante sociale de l'hôpital l'a aidé à trouver une place en foyer. Elle est demeurée trois ans dans la structure caritative « d'urgence » qui, depuis la « stabilisation »<sup>7</sup>, rend impossible la remise à la rue. Elle s'est fait renvoyer du centre parce qu'un homme ne voulait pas lui rendre son chargeur de téléphone tant qu'elle ne serait pas « gentille avec lui ». Elle lui a mordu l'oreille et a été exclue de la structure. Du fait de l'interdiction d'inviter une personne extérieure, il lui arrivait de faire l'amour à même le sol, sur un chantier en construction en emportant une couverture. Ses filles n'avaient pas le droit de venir lui rendre visite. Une fois, un agent d'accueil leur a dit : « Ce n'est pas un centre bien pour vous ». Sabine s'est sentie humiliée. Finalement, elle a tout plaqué et est partie en Espagne.

Depuis une dizaine d'années, dans la logique de l'humanisation, les foyers d'urgence en stabilisation sont devenus mixtes. Chambres doubles et sanitaires personnels ont remplacé les

---

<sup>7</sup> Conséquence de la mobilisation des Enfants de Don Quichotte en 2007, la stabilisation fait apparaître des CHU « à durée indéterminée » : les personnes ne sont plus remises à la rue. D'autres centres sont encore alignés sur le 115 et des durées d'hébergement de quelques jours à quelques semaines.

sordides dortoirs d'antan. Des équipes sociales ont pris place. La plupart des femmes sont protégées mais le harcèlement sexuel est tout de même présent. En particulier, avec l'absence des éducateurs à partir de 22 heures, et la relative absence des agents d'accueil qui ne tournent que de temps en temps dans le bâtiment, les hommes ont l'opportunité de circuler dans les étages. Le machisme, largement documenté dans les classes populaires, est une donnée immédiate de la cohabitation contre laquelle les femmes doivent faire face. Ce qui était une condition de l'humanisation (mixité) est aussi devenu un facteur de perturbation pour certaines résidentes. Sonia est ainsi harcelée par plusieurs hommes. Jour après jour, nous l'observons s'en prendre aux résidents (blagues, propos brutaux) dans les espaces collectifs où rien ne peut lui arriver. En passant un après midi avec elle hors du foyer, elle se confie après deux ans de tergiversations. Sonia dit avoir été vendeuse, serveuse. Son mari est chauffeur RATP (avant la séparation il y a plusieurs années). Elle a vécu à Nantes et en banlieue avant de venir sur Paris. Elle a eu deux filles qui sont placées en famille d'accueil, l'une des deux a 18 ans. On les lui a enlevées à l'hôpital. Elle fulmine tous les jours contre « la DASS et les travailleurs sociaux ». Elle est fière de se déclarer biffin. Elle ramène régulièrement des « cadeaux » à ses amis Alain et Pascale, un couple plus âgé qu'elle « protège » en passant régulièrement les voir dans leur chambre. Elle intervient quand elle constate des vols. En contrepartie, elle trouve un havre de paix et du lien social dans un lieu sans harceleur. Alain a ainsi obtenu un chauffage d'appoint, des vêtements, des objets de décoration, des CD. Elle semble, de ce fait, pouvoir se rendre à tout moment chez eux, comme si tous ces objets offraient un droit de visite. Quand nous nous rendons dans la chambre de Pascale et Alain, si elle nous croise « sur la route », dans le foyer, elle nous suit et entre à son tour sans prévenir. Cette chambre est un point de ralliement. Sans doute parce que le couple a des ressources supérieures aux autres dont elle bénéficie aussi : deux AAH, soit 1 600 euros mensuels. L'alcool est toujours présent. Quand on parle d'hommes, Sonia s'emporte :

Moi je ne veux aucun homme ici. Écoute-moi bien, je préfère me mettre avec une femme que de me trouver avec ces porcs qui sont tous plus moches les uns que les autres. Moi je suis biffin. Je fais les poubelles. Et je fais même les poubelles des sex-shops. Je préfère mon god. Et oui j'en fais un usage régulier. J'ai même trouvé un canard suceur, mais il avait un antivol. J'ai pas pu l'enlever !

Dans le foyer où elle est hébergée, elle se plaint constamment des hommes qui la harcèlent. Ceux-ci viennent frapper à sa porte la nuit, prétextant un besoin de cigarettes, une demande d'information, une envie de discuter, une impossibilité de dormir. Selon elle, il n'est pas possible de trouver la parade parce que les gêneurs disparaissent si elle va à l'accueil se plaindre. Les travailleurs sociaux ne sont jamais là la nuit :

Le black qui me harcelait faisait franchement peur à tout le monde. Les Africains, ils sont majoritaires ici. Ils croient qu'ils peuvent avoir plusieurs femmes, je te jure. Il a cassé la gueule à un type, du coup il s'est fait virer. L'éduc m'a dit : « Maintenant t'es tranquille, tu arrêtes de te plaindre ». Mais ce qu'elle ne sait pas cette conne, c'est que ça continue tous les jours ! Il y a un type qui a été raconter qu'il sort avec moi parce qu'on discute ensemble depuis trois semaines. Le mec, qu'est-ce qu'il ne va pas imaginer ? Tu le vois dans l'entrée, au réfectoire, même pas dans les chambres. Et c'est parti. Tu leur parles et après ils racontent qu'ils couchent avec toi. Le gars, il a 48 ans, et en plus il est handicapé ! J'ai eu une Polonaise sur le dos, et son mec tunisien. Elle croit que je cours après son mec, avec sa tête de lanterne. Il a 32 ans, qu'est-ce que j'en ai à foutre ? C'est lui qui me drague ! Il est venu taper dans ma porte la nuit ! J'étais avec ma mère au téléphone, je peux même plus être chez moi ! C'est un truc de malade ! Il me disait « Je veux te parler ! Je veux te parler ! » Après il disait à sa femme « Ouaih, on est de la même race (Sonia est « moitié » tunisienne par son père) ». Il inventait des trucs, des prétextes pour se rapprocher de moi.

Le harcèlement concerne aussi les couples. Alain, ancien gamin de cité ayant écopé de peines de prison pour braquages de stations-services, n'a presque jamais travaillé. À 60 ans, il a derrière lui un passé d'enfant hébergé chez sa mère en HLM. Il est tombé à la rue quand sa mère a quitté le HLM, ne supportant plus la présence de Pascale, issue d'une famille bretonne noble déclassée. Le couple a vécu un temps dans une vieille voiture avant de cumuler les

expériences de squats et de rue. Au moment de notre rencontre en 2015, il évoque sa relation amoureuse avec Pascale depuis plus de dix ans. Avant de se rencontrer elle alternait travail en usine et prostitution. Depuis au moins quatre ans, ils ne font plus l'amour à cause du cancer/sida de sa femme et des effets de l'alcool à outrance. En dépit de la connaissance qu'ont les autres résidents du statut de couple de Pascale et Alain, un hébergé invité dans leur chambre a tout de même essayé de coucher avec l'un ou l'autre. À une époque, Alain a dû être hospitalisé suite à une prise importante de crack. Cyril, un « gratteur » qui vient boire dans la chambre du couple est passé proposer à Pascale de faire l'amour. Une fois, devant elle, il a caressé Alain et lui a proposé des jeux sexuels à trois. C'est Sonia, écœurée, qui lance cela à la figure d'Alain, peu après la mort de Pascale. Alain confirme ses dires et lorsque nous lui demandons comment il a pris la chose, il répond que tous les deux n'avaient « pas la tête à ça ». Mais il n'en veut pas à Cyril d'avoir essayé. Il nous confiera qu'il avait trompé Pascale et qu'elle le savait. Elle pouvait le faire payer à tout moment. Mais il sait aussi que Pascale, dans la dernière année de vie, souffrait bien trop pour faire l'amour. La toucher dans le dos la crispait immédiatement et elle marchait péniblement. En revanche, tous sont scandalisés que Cyril ait tenté de la séduire dans de telles conditions. Alain, Patrice et Sonia ne parlent plus à Cyril, lequel ne rentre plus dans l'ancienne chambre du couple.

Si la promiscuité favorise la tentation, elle ne définit pas principalement les relations entre les résidents. La privation semble dominer et s'imposer. D'abord parce que le public féminin ne représente que 10% du public des SDF (Marpsat & Firdion, 2000), proportion qui monte autour de 30% dans les foyers mixtes (rapports d'activité). Ensuite, parce que les femmes, plus rapidement hébergées, se sentent plus proches du monde de la norme que de la « culture de rue ». Il ne faut pas oublier la segmentation des institutions. Les jeunes entre 16 et 25 ans sont regroupés dans des foyers pour jeunes. Les centres étudiés regroupent des adultes dont la moyenne d'âge tourne autour de la cinquantaine. L'usure de la rue,

les effets d'addictions lourdes, la prise de médicament, les souffrances physiques (maladie, handicap) altèrent les capacités de séduction des hommes. Mais la privation des hommes découle aussi du capital corporel, l'aspect physique étant davantage valorisé par les résidentes. Le rejet des hommes par les femmes jeunes est porté comme un drapeau par Florence ou Khadija, deux hébergées rencontrées dans un autre CHU. La première est sénégalaise, Elle est coquette et nous montre une série de photos sur son portable où on la voit en tenue de soirée. Elle s'est vêtue une fois de la sorte dans le centre afin de se « moquer » des résidents :

Quand je me suis habillée en tenue de soirée, à l'accueil, ils m'ont dit : « Toi tu n'as rien à faire dans un centre d'urgence ! » Je les emmerde !

Contre cette promiscuité toxique, cette impossibilité de prendre possession de son espace (une chambre à deux, l'impossibilité d'appeler après 22h son conjoint) et de son corps (s'habiller comme elle l'entend attire les diatribes des autres membres), elle sort le plus souvent possible :

Toutes mes affaires de valeur sont chez ma sœur.

Elle se recrée alors un espace intime psychique :

Tu vois, toutes mes photos, de mon passé au Sénégal, avec mes tenues, mes bijoux, mon maquillage, ça me prouve que j'ai existé et que j'existe encore. Ça me prouve que je suis bien restée vivante. Il n'y a pas un seul homme qui ait de la valeur ici.

Après plusieurs mois d'interconnaissance, elle nous apprend qu'elle a été recrutée comme serveuse dans un bar parisien :

Je me concentre entièrement sur ma stabilité. Ma carte de séjour vient d'être faite. Je viens de trouver du travail, j'ai des amies dans une association africaine. Toute mon énergie va dans le sens de ce qui me permet de sortir de ce foyer.

Faiza, maghrébine, n'est pas loin de subir un phénomène identique de moqueries et de rumeurs parce qu'elle tente le plus possible de vivre son intimité hors du cadre collectif.

Les femmes qui sont à l'accueil, elles me voient sortir sans foulard, elles me demandent, « ou tu vas comme ça maquillée ». Je ne leur réponds pas. Les hommes, je les fuie le plus possible. Jamais je peux imaginer me mettre avec un résident. Au réfectoire, il y en a qui te

tapent sur l'épaule [elle mime le geste avec dégoût. En évoquant cela pendant les premiers mois de notre échange, elle pleure presque toujours]. Je me suis inscrite sur un site arabe mais les hommes que j'ai rencontrés, tout de suite, dès le premier jour, ils veulent t'emmener chez eux ou chez toi. Je n'ai pas d'envie forte. Ce que je veux, c'est un homme bien, qui prend son temps. Il a des petites attentions. Mais eux, c'est toujours tout de suite. Ça dérape très vite, ils t'insultent et te rappellent plus.

Elle est l'objet de rumeurs de la part des autres résidentes. Une résidente m'a longuement décrit ses liens supposés avec un chef de service. Elle rit quand nous lui rapportons les propos de l'hébergée :

Ah ! Tant mieux, il est mignon ! Et puis il va me donner des papiers très vite (rires). Il y a des filles qui me disent aussi des choses qui circulent. Les femmes musulmanes me jugent tout le temps. Elles vont juste me voir sortir ? Eh bien elles racontent que des hommes me ramènent devant le foyer et m'embrassent sur la bouche devant l'entrée. Tu sais ça me fait rire parce que la seule fois où un homme m'a raccompagnée, je te l'ai dit, je lui ai demandé de s'arrêter un immeuble en face. Et comme j'ai eu le code, je fais semblant de rentrer chez moi. J'attends un quart d'heure et je sors ! Pour moi, la France, c'est la liberté. Au Maroc, mon frère voulait que je vive dans le village avec ma mère. Comme je faisais du théâtre, on me traitait de salope. Voilà. Alors ici, je fréquente qui je veux et quand je veux. Les femmes, ici, elles m'accusent d'avoir les cheveux longs et de les montrer. Je ne veux pas mettre de foulard et alors ? Elles m'accusent de mettre du maquillage mais tu vois bien, je n'en mets jamais.

Faiza se pense « metteure en scène » et « comédienne ». Récemment, elle a écrit « un poème en arabe en souvenir d'un SDF qui est mort dans son lit ».

Une assistante sociale m'a vue un jour avec mes bijoux, elle a même senti mon parfum et elle m'a dit, « quand on vit dans un CHU, on n'a pas des bijoux en or ». Ça vient de ma famille, c'est mon seul bien. Parce que je suis en CHU, je n'ai pas le droit de les mettre ?

Ce regard permanent, inquisiteur, contrariant, expose les femmes « les plus belles » ou celles qui soignent leur tenue aux quolibets et aux rumeurs. Paradoxalement, recouvrer une vie intime, c'est partir dans l'espace urbain en quête de l'âme sœur.

## **La sexualité en pointillé : entre détournement et contournement**

### *Le détournement : l'instrumentalisation de la sexualité*

Pour une partie des femmes rencontrées qui ont eu une expérience de rue, la sexualité n'est pas perçue comme un épanouissement personnel mais constitue souvent un levier pour accéder à une forme de protection (Lanzarini, 2000). Cette sexualité s'avère ainsi plus contrainte que désirée. La plupart des travaux font un constat identique, que l'on prenne la porte d'entrée de la prison, des cités, de la toxicomanie, des squats ou des foyers, où l'absence de protections sociales est redoublée par les multiples prédatations : « Les vies privées des femmes rencontrées ont été marquées par la violence, la pénurie, les deuils, les abandons, l'instrumentalisation, les déceptions et l'oppression masculine. Les facultés de s'attacher aux hommes sur le long terme s'altèrent » (Jamoule, 2009 : 57). A. Cadilhon insiste sur le fait que, si « elles sont soumises en permanence à des rapports de force et de domination », l'ambivalence traverse aussi les relations dans la rue, entre protection bienveillante d'une part et violences subites d'autre part (2012 : 47). Elina, vue sur Bordeaux et relogée pendant l'enquête, ayant vécu une quinzaine d'années à la rue et dans les foyers/squats, témoigne d'une vie sexuelle instrumentalisée pour sortir momentanément de la rue. La sexualité d'autrui s'impose au travers de la prostitution ou du marchandage du corps contre un abri avec un homme disposant d'un espace propre :

Le plus dur dans l'absence de logement est de ne jamais savoir où tu vas, de ne pas pouvoir faire de projets, de devenir un corps ambulante au dictat d'un système social ou d'inclus qui te veulent toujours du bien mais avant tout pour assouvir leurs fantasmes sexuels. Lorsque j'étais dans la rue, je n'avais pas de vie sexuelle. Le sexe était surtout un outil, un moyen pour éviter de dormir dehors.

Cyril, le jeune séducteur de Pascale et Alain, se déclarant heureux de bénéficier de son AAH « sans devoir prendre les transports tous les jours », aurait traversé une période de dépression avec une tentative de suicide, d'où son allocation d'handicapé. Cyril et Sonia se croisent souvent dans la chambre du couple où des beuveries ont lieu. Pourtant, un soir, Sonia est allée voir Cyril dans sa chambre.

Savait-elle qu'il y avait deux autres résidents ? Elle se confie alors le lendemain à Pascale qui nous délivre l'information sur le mode du secret. Sonia aurait été bloquée par les trois hommes. Ils auraient marchandé la sortie « sans viol » contre une « simple » fellation. Sonia aurait accepté de peur de subir une sodomie et de souffrir. Faut-il croire Pascale ? Nous n'avons jamais osé demander directement à Sonia ce qui s'est passé. S'agit-il de prostitution déguisée ?

L'existence de chantages sexuels donne à voir un rapport de domination similaire à celui qui traverse le reste de la société mais qui, dans la promiscuité des centres, s'avère très difficile à vivre pour de nombreuses hébergées. Outre la prostitution, les femmes peuvent être victimes du voyeurisme des hommes. Dans tel foyer public pour jeunes, nous rencontrons l'équipe sociale en vue d'un débat, avant de rencontrer des résidents. Une des éducatrices évoque le cas d'une jeune fille qui serait obligée d'assister aux ébats amoureux de sa colocataire. Nous parvenons à rencontrer par la suite l'hébergé, un jeune homme issu d'un quartier populaire. Au moment où la mixité a été introduite :

Je te raconte pas. Tous les mecs étaient fous. On était en concurrence pour les filles surtout qu'il n'y en a qu'une dizaine pour soixante-dix mecs. Aujourd'hui, il y en a plus. Ils ont peut-être voulu tester le truc. Donc j'ai tout de suite vu celle qui me plaisait (il ne donne jamais son nom, et n'a pas voulu faire l'entretien avec elle, « je suis très jaloux »). Je suis quelqu'un de gentil et qui a de l'humour. Elle n'a pas eu peur. Je la croisais à l'entrée ou au réfectoire et très vite, je lui ai dit naturellement qu'on pouvait prendre un verre dehors. J'ai fait ce qu'il fallait et là ça marche. Ça fait huit mois.

Pendant plusieurs mois, il allait faire l'amour avec elle dans la chambre partagée, ce qui signifie que la colocataire de sa copine devait supporter la vue des corps, les bruits, les propos.

Oui je sais, moi je m'interdis rien, je me fous de ce que pensent les éducateurs, ils n'ont qu'à essayer de me virer [pendant l'entretien il se glorifiera d'être un ancien trafiquant d'armes, et il fera fonctionner un cran d'arrêt, preuve de son sens de la débrouille puisque « les visites de chambre n'ont pas permis de trouver l'arme »]. Parfois elle partait chez sa tante parce qu'on a droit à deux nuits d'absence dans la semaine. Parfois elle était là mais ça ne la gênait pas (sic).

À aucun moment, il ne s'est posé la question de la gêne de sa compagne au cœur de cette « intimité partagée ». Attendait-il que la seconde fille se joigne à eux devant ses prouesses sexuelles ? La jeune fille a dit à sa référente qu'elle avait peur de la réaction du jeune, « connaissant tout le monde dans le foyer ». De plus, le soir, ajoute l'éducatrice pendant le débat :

C'est le bordel, tout le monde va dans les chambres. Nous, nous ne sommes plus là à partir de 22 heures. On a même des suspicions sur certains agents d'accueil.

Finalement, une chambre couple a été créée pour les deux jeunes.

*Les niches d'intimité, une négociation difficile avec l'environnement*

Si la vie dans les foyers d'urgence est toujours précaire, un processus d'humanisation a marqué le début des années 2000. La mixité, la réduction des dortoirs en chambres à deux places, la stabilisation, l'existence de chambres pour couples et de chambres à lit unique ont modifié la structure et le fonctionnement des CHU depuis une dizaine d'années. Dans les chambres à deux, les sanitaires placés au milieu font office d'auvent. Si la grande majorité des chambres demeurent encore impropre à une vie intime, les personnes peuvent davantage se débrouiller. Du fait de la mixité, des couples peuvent se former. S'ils sont séparés dans des chambres qu'ils partagent avec un co-résident, les conjoints font l'amour dans l'après-midi, quand le co-résident est absent ou qu'il est plus facile de négocier son absence temporaire. Dans plusieurs associations, lesquelles ont des CHU avec des chambres à une place, les résidents ont le droit de faire venir leur partenaire. Mais la réaction des résidents diffère. Aux Enfants du canal comme dans certains centres d'urgence de l'Armée du Salut, les personnes peuvent, dans ces conditions, inviter des personnes extérieures après une demande officielle. Pour autant, les ressentis de cette « liberté », une sorte de privilège exorbitant au regard de ce qui existe dans les foyers d'urgence, ne sont pas identiques selon les individus rencontrés. Deux témoignages attestent de cette ambivalence dans la façon d'apprécier cette vie intime négociée. Philippe (Alphonse) dit avoir

vécu 20 ans dans la rue. Il atteint la soixantaine. Il vient d'être relogé dans un HLM du XV<sup>e</sup>. Ancien ouvrier du bâtiment, il dit avoir tout plaqué à cause d'une séparation mal vécue l'ayant poussé à quitter son foyer et ses enfants. Depuis quelques années, il a renoué les liens avec eux. Il se sent apaisé et vit de manière très impliquée son bénévolat dans le collectif des Morts à la rue. Depuis qu'il a été pris en charge, ses dents ont été refaites, il porte des lunettes. Il parle posément. Nous nous sommes rencontrés lors d'actions de bénévolat dans un centre d'hébergement d'urgence de l'Armée du Salut. Nous avons lancé un groupe de parole, le soir, tous les quinze jours. Après plusieurs semaines de débats citoyens avec des résidents du foyer, nous avons commencé à sympathiser. Nous décidons après plusieurs mois de nous voir à part, dans un café. Il nous parle un peu de sa vie, mais nous recueillons surtout de l'onirisme social. Il dit systématiquement qu'il a « vingt ans de rue derrière moi ». Ces chiffres sont souvent gonflés. Il nous a par la suite invité dans son nouvel appartement, un beau F2 déjà meublé grâce aux aides diverses, dont les offres à très bas prix des dépôts Emmaüs spécialisés dans l'aide matérielle au relogement. Patrice en avait bénéficié aussi et je l'avais accompagné faire ses « courses ». De la belle vaisselle est vendue en lot de 20 euros. Alphonse sort peu à peu de ses grandes aventures, notamment qu'il aurait acquis toute une cave de meubles rares appartenant aux anciens locataires. Alphonse explique que, pendant les dix années passées aux Enfants du canal, il bénéficiait d'une chambre propre. Il pouvait faire venir qui il voulait :

Tu peux inviter qui tu veux, simplement tu préviens ta référente et c'est tout.

Il y a trouvé la stabilité parce qu'il pouvait avoir une vie sexuelle normale, disposant de ses clés pour fermer sa chambre. Il n'entre pas dans les détails de ses rencontres mais dit simplement que ça lui est arrivé, surtout avec des résidentes ou des filles qui sont dans d'autres foyers :

Ce qui est plus facile que de faire venir une personne extérieure, tu vois ce que je veux dire. T'as pas la honte.

En revanche, dans le centre Beaudricourt de la Mairie de Paris :

J'ai refusé d'y aller là-bas. Tu te retrouves dans des chambres à 5. Impossible. Tu tombes sur le mec alcoolo et c'est l'enfer. Tu dors pas.

Mais le pire selon lui a été son passage dans un CHU de la Croix-Rouge :

Là-bas, il n'y avait pas de vigile. Une insécurité totale. Il y avait un mec, un fou, il tenait un rasoir et jouait avec. Tu pouvais pas dormir avec un mec comme ça dans le dortoir. Tu avais seulement une infirmière pour tenir les lieux.

À l'opposé d'Alphonse qui trouve remarquable la chambre seule et la possibilité d'inviter en avertissant uniquement l'encadrement, Kader lui a vécu comme un contrôle intolérable le fait de rendre des comptes alors qu'il bénéficiait aussi d'une chambre seul. Il vivait à bord d'une péniche entièrement refaite, avec des cabines individuelles, un salon avec bibliothèque, TV et canapés, un self. Pour lui, l'intimité est associée à l'informalité dans le secret :

Quand tu leurs dis que ta copine va passer, c'est comme s'ils savaient le moment exact où tu vas faire l'amour. C'est comme si tu leur demandes l'autorisation de faire l'amour. Ils savent, un point c'est tout, et ça c'est horrible à vivre, tu t'en rends pas compte toi parce que personne à part toi ne sait comment tu gères ta vie. Et puis ils la voient. Ils savent qui elle est. C'est comme si tu avais un diplôme de couple. Elle est officielle. Un truc simple : si je veux baiser pleins de nana, comment je fais ? Ils savent comment tu vis ta vie privée. Donc, moi, je demandais à ma copine à ce qu'elle reste une semaine, comme ça, ils savent pas.

### *Une quête de tendresse*

La grande majorité des hommes, hébergés dans les foyers d'urgence, entre 40 et 70 ans, sont d'autant moins attirés par l'autre sexe qu'ils sont impuissants ou très peu demandeurs à cause de l'usure ou des addictions. En dépit de la promiscuité et des agressions, certains couples tentent de vivre une vie routinière. Certains travaillent et préservent leur vie affective. D'autres sont très dépendants et, issus de la rue, marqués par les addictions. C'est dans

ce cadre que se déploie l'amour fusionnel de Pascale (57 ans) et Alain (60 ans). On les appelle « les inséparables » dans le foyer. Ils ne font plus l'amour depuis plus de quatre ans (deux ans à la rue, deux ans dans ce foyer), en revanche, ils veillent l'un sur l'autre en fonction des situations. Elle l'aide à partir en cure quand il est sous la dépendance du crack ou du croco. Il l'assiste en marchant à ses côtés toute la journée, diminuée par un cancer généralisé. Dans les derniers mois de sa vie, il allait lui chercher son plateau repas au réfectoire, l'accompagnait à l'hôpital, la portait jusqu'aux toilettes. Dans leur chambre couple, au milieu des bouteilles, des restes de nourriture et des vêtements éparpillés, ils buvaient et fumaient ensemble en écoutant de la pop. Souvent au réfectoire, nous rions alors qu'ils se moquent des éducateurs comme de la direction, dont les membres sont affublés de sobriquets. Leur complicité, à la rue, était nourrie par leur amour de Fael, leur chienne. Quand ils ont été hébergés, sa perte a été durement ressentie, mais ils en parlent toujours comme d'un enfant placé. Leur mémoire commune alimente l'évidence de leur relation. Ils se montrent les photos de leur chienne, conservées sur leur téléphone. Leurs récits de beuveries deviennent des moments épiques où ils communiquent. Nous irons un après-midi avec eux nous rendre dans un camping à Joinville où ils ont, jadis, payé autant qu'ils ont pu une caravane. Ils partagent alors leurs souvenirs, la culture de la bohème cimentant leur relation. Surtout, leur être ensemble transite par le partage de l'alcool. Une journée ordinaire est rythmée par la quête et le partage de toutes leurs addictions (cigarette, alcool, resto chinois). Cette tendresse passe par un objet tiers. Ce fétichisme invite à réinterroger le rôle de la bouteille, trop souvent associée à l'addiction. Être amoureux ensemble de telle marque de whisky s'apparente à une forme de jouissance, à tout le moins, à une pratique circulaire de « possession ». La bouteille, objet consensuel, dans le silence de sa matérialité brute, facilite les liens affectifs. Point de discorde. La bouteille les détruit, mais elle les relie aussi. Le fait de se sentir déviant contre l'institution et son règlement intérieur renforce la communion des deux êtres.

Quand Pascale est décédée, Patrice et Alain écumaient les bouteilles. Le récit de leurs performances devenait la clé de voute de tout discours sur la vie quotidienne. Ils faisaient « couple », leur amitié se parant de l'évidence d'un chavirement commun. Un soir, au foyer, les pompiers sont venus. Ils étaient plus ivres morts que d'ordinaire, du fait de l'arrivée des aides sociales. Sonia nous avait appelés, catastrophée. Le lendemain, ils étaient rapatriés, encore avec leur blouse de patient au réveil quand nous sommes venus prendre de leurs nouvelles. Ces liens intimes, dans la chambre, peuvent être équivoques, entre amitié et homosexualité. Patrice gardait toujours Alain pendant deux ou trois jours quand il a été relogé : « je le garde au chaud » disait-il en le prenant en accolade au moment où nous partions le soir. Ils dormaient dans le même canapé lit.

### **Conclusion : l'institution imaginaire de l'illégitimité de la sexualité des SDF**

Le poids des normes et des règlements rend aujourd'hui encore l'équation « urgence sociale », « famille » et « intimité » bien complexe à résoudre et souvent relativement mal appréhendée par les acteurs du social. Si la mort des SDF, chaque hiver, semble être devenue une variable d'ajustement, voire de communication pour les associations du secteur, traitée en direct, affichée, en revanche, la privation de l'intimité sexuelle ne rentre pas dans les grilles de lecture des médias et des associations. Une véritable réflexion reste en suspend, celle qui interroge la manière dont on lutte pour le respect des droits fondamentaux des humains dans une démocratie qui se veut solidaire. Aujourd'hui, l'urgence sociale s'inscrit dans la durée. Pendant des mois voire des années, les résidents sont bloqués dans les foyers. Une vie sociale s'instaure. Il est temps de prendre en compte la vie affective qui s'y déploie.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BROMBERGER Ch. et al**, 2005. *Un corps pour soi*. Paris, PUF.
- BRUNETEAUX P.**, 2018. « Ethnographie et lien social. Pratique et éthique de la recherche auprès des résidents des foyers d'urgence », *Bulletin of Sociological Methodology/ Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 140, Issue 1.  
<https://doi.org/10.1177/0759106318795217>
- CADILHON A.**, 2012. *Vivre à la rue en tant que femme. Corps et violences*. Mémoire de master à l'université Bordeaux Segalen, Département d'anthropologie sociale.
- GODBOUT J.**, 2001. *Le don, la dette et l'identité*. Paris, La Découverte.
- JAMOULE P.**, 2009. *Fragments d'intime. Amours, corps et solitudes aux marges urbaines*. Paris, La Découverte.
- KATZ L.**, 2015. *L'avènement du sans-abri*. Paris, Libertalia.
- LANZARINI C.**, 2000. *Survivre dans le monde sous-prolétaire*. Paris, PUF.
- LIEBOW E.**, 1993. *Tell The Who I Am, The Lives of Homeless Women*. New York, The Free Press.
- LYON-CALLO V.**, 2000. "Medicalizing Homelessness: The Production of Self-Blame and Self-Governing within Homeless Shelters", *Medical Anthropology Quarterly*, 14(3), Sep.: 328-345.
- MARPSAT M., FIRDION J.-M.**, 2000. *La rue et le foyer*. Paris, PUF/INED.
- MAUSS M.**, 1985. *Essai sur le don, dans sociologie et anthropologie*. Paris, PUF (9<sup>e</sup> édition).
- NOBLET P.**, 2010. *Pourquoi les SDF restent dans la rue*. Paris, Édition de l'Aube.

### Résumé

Cet article se propose de rendre compte des contraintes institutionnelles qui pèsent sur les SDF en foyer, plus spécifiquement au regard de leurs

possibilités d'avoir une vie privée, seuls ou en couple. Pris dans un système d'interdits et de blocages, ils ne peuvent que très difficilement développer des liens sociaux intimes. Les relations genrées sont marquées par les pressions exercées sur les femmes, lesquelles développent des tactiques de résistance. Il n'en demeure pas moins que des pratiques affectives résiduelles existent autour de ce qu'on pourrait appeler une para-sexualité.

**Mots-clefs : Intimité, sexualité, genre, sans-abri, hébergement d'urgence.**

### **Summary**

#### **Living One's Private Life in a Homeless Shelter**

This article proposes to examine the institutional constraints that weigh on the homeless in shelters, specifically in regards to their possibility of having a private life, whether alone or in a couple. A system of proscriptions and barriers prevents the development of intimate social bonds. Gendered relationships are marked by the pressures exerted on women, who must devise tactics of resistance. Nonetheless, residual affective practices exist around what may be called a para-sexuality.

**Key-words: Intimacy, sexuality, gender, homeless, emergency housing.**

\* \* \*